

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-14 du 5 avril 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Président américain Joe Biden s'entretient avec son homologue chinois Xi Jinping
2. La Secrétaire au Trésor Janet Yellen se déplace en Chine
3. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières à l'accès aux marchés étrangers

Climat – énergie – environnement

4. L'US EIA examine les implications de la fermeture du port de Baltimore sur le secteur énergétique
5. L'administration Biden annonce 4 Md\$ de crédits d'impôt pour fabriquer et produire localement les énergies propres
6. Le DoE publie le tout premier plan fédéral pour décarboner le secteur du bâtiment aux États-Unis

Transport et infrastructure

7. L'EPA publie son règlement final sur les normes d'émissions des véhicules lourds produits entre 2027 et 2032

Industrie

8. La proximité de Nippon Steel avec la Chine inquiète certains sénateurs américains
9. Les ventes de véhicules électriques reculent, Tesla repasse devant BYD

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA annonce 1,5 Md\$ de subventions pour la conservation et l'agriculture intelligente face au climat en 2024

Numérique et innovation

11. La FCC souhaite restaurer les règles de neutralité du net
12. Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un accord de partenariat pour la sécurité de l'IA

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président américain Joe Biden s'entretient avec son homologue chinois Xi Jinping

Le Président Biden s'est entretenu par téléphone le 2 avril avec son homologue Xi Jinping. D'après le communiqué [publié](#) par la Maison-Blanche, Joe Biden a notamment insisté sur l'importance du maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taiwan et les préoccupations américaines quant au soutien apporté par la Chine à l'industrie de défense russe, ainsi que sur les efforts américains afin de dénucléariser la péninsule coréenne. Il a également réitéré les préoccupations américaines concernant les pratiques non-marchandes chinoises [voir [Brèves sectorielles du 29 mars 2024](#)] et indiqué que les États-Unis continueraient à adopter des mesures pour protéger leurs technologies avancées.

Le président américain a par ailleurs appelé à une collaboration accrue avec la Chine au sujet des risques posés par l'intelligence artificielle, la Maison-Blanche ayant [indiqué](#) travailler au lancement d'un dialogue bilatéral sur cette thématique qui pourrait intervenir « dans les prochaines semaines ».

2. La Secrétaire au Trésor Janet Yellen se déplace en Chine

Après s'être rendue une première fois à Pékin en juillet dernier [voir [Brèves sectorielles du 14 juillet 2023](#)], la Secrétaire au Trésor Janet Yellen effectue un nouveau déplacement en Chine du 3 au 9 avril. Selon le communiqué [publié](#) par le Département du Trésor, J. Yellen se rend d'abord à Guangzhou, pour participer à un événement organisé par l'AmCham China et s'entretenir avec le Vice premier ministre He Lifeng. J. Yellen se rendra ensuite à Pékin, où elle devrait échanger avec le maire de la ville Yin Yong, le Premier ministre Li Qiang, le ministre des Finances Lan Fo'an et le Gouverneur de la Banque populaire de Chine Pan Gongsheng.

Réagissant à la procédure récemment engagée par la Chine à l'OMC contre les subventions américaines prévues par l'IRA [voir [Brèves sectorielles du 29 mars 2024](#)], J. Yellen a [indiqué](#) lors d'un entretien avec la presse avant son départ que les États-Unis essayaient « de développer une industrie [...] dans le domaine des cellules solaires, des batteries électriques, des véhicules électriques, et ce sont des domaines où nous pensons que les investissements massifs en Chine créent des surcapacités ».

3. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières à l'accès aux marchés étrangers

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) le 29 mars la publication du rapport annuel sur les barrières à l'accès aux marchés étrangers. L'USTR a indiqué que ce rapport présentait cette année plusieurs changements par rapport aux éditions précédentes, afin notamment de recentrer les informations

qu'il contient sur les « barrières commerciales significatives » à l'accès aux marchés de pays tiers, et refléter le fait que l'administration Biden « respecte le droit souverain de chaque gouvernement – y compris [celui des États-Unis] – à gouverner dans l'intérêt public et [...] suivant des raisons légitimes de politique publique ». Ce changement intervient dans le contexte où l'USTR a retiré en octobre dernier le soutien apporté par les États-Unis à plusieurs propositions relatives à la libre circulation des données dans le cadre des négociations sur le commerce électronique à l'OMC, décision qui a provoqué des réactions contrastées du Congrès et du secteur privé américain [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)].

De fait, le rapport 2024, sensiblement plus court que l'année précédente, [comprend](#) notamment moins de références aux barrières au commerce numérique, largement [mises en avant](#) dans l'édition 2023, notamment dans l'Union européenne [voir [Brèves sectorielles du 7 avril 2023](#)]. Le rapport de cette année ne comprend ainsi, s'agissant des mesures relatives au commerce numérique mises en œuvre par l'UE, que la mention de la taxation sur les services numériques, au sujet duquel les États-Unis et l'UE ont conclu un accord provisoire jusqu'à fin juin 2024 [voir [Brèves sectorielles du 16 février 2024](#)], et des débats sur l'éventuelle mise en place de frais d'utilisation des réseaux Internet pour les grands fournisseurs de services en ligne. Il mentionne toutefois également les mesures de certification des services d'informatique en nuage envisagées au niveau européen (EUCS) et celles mises en œuvre en France (SecNumCloud). Le Digital Services Act (DSA), le Data Act et l'AI Act, qui faisaient l'objet de développements importants au titre des « barrières au commerce numérique » dans le rapport de l'année dernière, ne sont plus évoqués cette année que sous l'angle d'éventuels risques posés aux droits de protection intellectuelle.

Cette année, le communiqué accompagnant le rapport [insiste](#) en revanche sur le « manque d'uniformité » réglementaire dans l'UE, en particulier en matière douanière, d'étiquetage, de biotechnologie, ou encore de marchés publics. Comme l'année dernière, il souligne également les pratiques non-marchandes de la Chine et indique que l'USTR est « déterminée à utiliser tous les outils commerciaux à sa disposition afin de protéger la compétitivité des travailleurs et des entreprises américains, et continuera à travailler étroitement avec les alliés et partenaires commerciaux afin de répondre aux pratiques néfastes de la Chine ».

Brèves

- Le 27 mars, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) qu'un quatrième cycle de négociation du Partenariat stratégique commercial et d'investissement entre les États-Unis et le Kenya (STIP) aurait lieu à Washington du 2 au 12 avril.
- Le 28 mars, le Bureau de l'USTR a [annoncé](#) la nomination de Brendan Lynch au poste d'Assistant USTR pour l'Asie du Sud et l'Asie centrale. B. Lynch exerçait jusqu'alors les fonctions de

Deputy Assistant USTR en charge de la même zone géographique.

- Le 1^{er} avril, l'USTR a [annoncé](#) avoir initié des consultations avec le Mexique au sujet des droits des travailleurs d'une usine mexicaine de composants en acier. Le 3 avril, elle a également [annoncé](#) avoir initié de telles consultations au sujet d'une installation minière de la région de Zacazonapan. Ces deux consultations portent à 22 le nombre de cas d'activation par les États-Unis du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), qui vise à assurer le respect des droits des travailleurs au sein d'entreprises spécifiques au Mexique. Cette première procédure portant sur le secteur de l'acier intervient dans le contexte où le Congrès exhorte l'administration à prendre des mesures pour réduire la quantité d'acier mexicain importée aux États-Unis [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)].
- Deux représentants du Département américain du Trésor se sont [rendus](#) en Inde du 2 au 5 avril. Ils ont notamment discuté de la collaboration en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que la mise en œuvre du *price cap* dans le cadre des sanctions visant la Russie.
- Le 4 avril, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) une société basée aux Émirats arabes unis et 13 navires exploités par celles-ci, accusés d'affréter des marchandises au profit de l'armée iranienne.

Climat – énergie – environnement

4. L'US EIA examine les implications de la fermeture du port de Baltimore sur le secteur énergétique

Le 28 mars, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [publié](#) un article détaillant les implications pour le commerce lié à l'énergie de l'effondrement du pont Francis Scott Key le 26 mars, entravant l'entrée du port de Baltimore. Cet accident affecte en particulier les exportations de charbon, ainsi que d'autres produits énergétiques.

Au niveau des échanges de charbon, l'EIA rappelle que ce port est le deuxième plus grand centre d'exportation de charbon aux États-Unis, représentant 28 % des exportations totales en 2023. Le charbon thermique (*steam coal*), principalement utilisé pour la production d'électricité et le chauffage industriel, est le principal type de charbon exporté du port de Baltimore. Ces expéditions se sont élevées en moyenne à environ 11 Mt de 2019 à 2022 avant de grimper à un peu plus de 17 Mt en 2023. Au cours des cinq dernières années, l'Inde a été de loin le principal destinataire du charbon thermique américain expédié de Baltimore. Plusieurs pays européens figurent

également parmi les destinataires de ce type de charbon *via* les Pays-Bas.

Les exportations de charbon métallurgique de Baltimore sont également importantes. Elles sont passées de 5,5 Mt en 2019 à environ 9 Mt en 2023. Le principal bénéficiaire en 2023 a été le Japon, avec 28 % du charbon métallurgique expédié depuis Baltimore. Les deux autres principaux destinataires de ce charbon au cours des cinq dernières années ont été la Chine et la Corée du Sud. Plusieurs pays d'Europe reçoivent également du charbon métallurgique exporté du port de Baltimore vers les Pays-Bas, tout comme le Brésil et l'Argentine.

D'autres produits énergétiques et chimiques sont touchés par la fermeture du port. Ainsi, transitent par le port une quantité importante de biodiesel, ainsi que d'asphalte importé du Canada. Le port est également la plus grande porte d'entrée de la côte Est pour le nitrate d'ammonium et d'urée, un engrais liquide principalement importé de Russie.

5. L'administration Biden annonce 4 Md\$ de crédits d'impôt pour fabriquer et produire localement les énergies propres

Le 29 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#), conjointement avec le département du Trésor et l'Internal Revenue Service (IRS), des crédits d'impôt de 4 Md\$ pour plus de 100 projets dans 35 États afin d'accélérer la fabrication nationale d'énergies propres et de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les installations industrielles.

Le programme dans lequel s'inscrivent ces crédits d'impôts, appelé crédit d'impôt pour projets énergétiques avancés éligibles ou « programme 48C », a suscité beaucoup d'intérêt de la part de l'industrie au cours du premier tour de sélection des projets. Trois secteurs ont particulièrement fait l'objet de l'attribution de ces crédits d'impôts :

- Fabrication et recyclage d'énergie propre : 2,7 Md\$ en crédits d'impôt (67 % des crédits d'impôt du premier tour). Cela concernerait des projets de mise en place de capacités de fabrication essentielles au déploiement d'énergies propres et couvrant l'hydrogène propre, les véhicules électriques, l'énergie nucléaire, l'énergie solaire et l'énergie éolienne.
- Recyclage, traitement et raffinage des matériaux critiques : 800 M\$ en crédits d'impôt (20 % des crédits d'impôt du premier tour). Les projets sélectionnés permettront d'investir dans de multiples applications électriques de l'acier, dans le recyclage des batteries lithium-ion et dans les projets de terres rares.
- Décarbonation industrielle : 500 M\$ en crédits d'impôt (13 % des crédits d'impôt du premier tour). Les projets sélectionnés mettraient en œuvre des mesures de décarbonation dans divers secteurs, notamment les produits chimiques, les aliments et les boissons, les pâtes et papiers, les biocarburants, le verre, la

céramique, le fer et l'acier, la fabrication automobile et les matériaux de construction.

6. Le DoE publie le tout premier plan fédéral pour décarboner le secteur du bâtiment aux États-Unis

Le 2 avril, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) un plan appelé « Décarbonation de l'économie américaine d'ici 2050 : un plan directeur national pour le secteur du bâtiment », visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) des bâtiments de 65 % d'ici 2035 et de 90 % d'ici 2050.

Selon le DoE, le secteur du bâtiment est responsable de plus d'un tiers des émissions nationales et de 370 Md\$ de coûts énergétiques annuels. Pour atteindre les objectifs de réduction des émissions du secteur du bâtiment, le plan fixe quatre objectifs stratégiques :

- Accroître l'efficacité énergétique des bâtiments ;
- Accélérer la réduction des émissions sur site ;
- Transformer les interactions entre les bâtiments et le réseau électrique ;
- Minimiser les émissions liées à la production, au transport, à l'installation et à l'élimination des matériaux de construction.

Chaque objectif comporte des cibles de performance spécifiques et des jalons à atteindre d'ici 2035 et 2050. Pour atteindre ces objectifs, le DoE se concentre sur les innovations en matière de construction dans trois domaines clés : la modernisation des bâtiments, l'électrification efficace des usages et la supervision par des capteurs/contrôleurs intelligents. Selon le communiqué, le plan d'action directeur permettra à terme aux consommateurs d'économiser plus de 100 Md\$ en coûts énergétiques annuels et d'éviter 17 Md\$ en coûts de santé annuels.

Brèves

- Le 28 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) l'octroi de 62 M\$ à 17 projets afin d'accroître la participation des consommateurs au recyclage des batteries des appareils électroniques grand public et d'améliorer les aspects économiques du recyclage des batteries. Les ventes de véhicules électriques ont quadruplé aux États-Unis depuis 2019, atteignant plus de 1,4 million de ventes l'année dernière. Alors que la demande de véhicules électriques et de stockage d'énergie stationnaire devrait décupler le marché des batteries au lithium d'ici 2030, il est essentiel, selon le DoE, d'investir dans le recyclage durable et à coût réduit des batteries grand public pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement américaine en matériaux afin de répondre à cette demande.
- Le 29 mars, le Département de l'Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [annoncé](#) la distribution de plus

de 353 M\$ de revenus énergétiques pour l'exercice 2023 aux quatre États producteurs de pétrole et de gaz au large du golfe du Mexique – l'Alabama, la Louisiane, le Mississippi et le Texas. La loi sur la sécurité énergétique du golfe du Mexique (GOMESA) de 2006 a créé un modèle de partage des revenus permettant aux États du Golfe producteurs de pétrole et de gaz de recevoir une partie des revenus générés par les concessions pétrolières et gazières offshore dans le golfe du Mexique. La loi verse également un pourcentage des recettes au Fonds de conservation des terres et des eaux (LWCF). Le détail de ces versements est produit sur le site internet du DoI.

- Le 1^{er} avril, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [annoncé](#) que les États-Unis étaient le plus grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié en 2023. Les exportations américaines de GNL se sont établies en moyenne à environ 337 Mm³/j, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2022. La forte demande de GNL en Europe, dans un contexte de prix élevés du gaz naturel, a soutenu l'augmentation des exportations américaines de GNL au cours de l'année. Les pays qui ont importé le plus de GNL américain sont les Pays-Bas, la France et le Royaume-Uni, avec un total combiné de 35 % de toutes les exportations de GNL des États-Unis.
- Le 1^{er} avril, le Département d'État américain (DoS) a [publié](#) un communiqué relatif à la visite du Secrétaire d'État américain Antony Blinken en France. Parmi les divers sujets abordés, le DoS souligne la coopération en matière de climat et d'énergie à travers le partenariat États-Unis-France pour les énergies propres lancé en 2022, en particulier la collaboration sur l'énergie nucléaire civile. Le DoS mentionne également que les États-Unis et la France travaillent ensemble pour assurer une meilleure protection des océans en vue de la prochaine Conférence des Nations unies sur les océans qui se tiendra en France en 2025.

Transport et infrastructure

7. L'EPA publie son règlement final sur les normes d'émissions des véhicules lourds produits entre 2027 et 2032

Le 29 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) son règlement final sur les normes d'émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants atmosphériques applicables aux véhicules lourds (*heavy-duty vehicles*) pour les années-modèles 2027 à 2032. La publication de ce règlement fait suite à la publication quelques jours plus tôt du règlement concernant les véhicules légers et intermédiaires (*light and medium-duty vehicles*), publié le 20 mars [voir [Brèves sectorielles du 22 mars 2024](#)]. Ce règlement sur les

véhicules lourds couvre notamment les camions de transport de marchandises, les camions-bennes pour les ordures, les véhicules lourds utilitaires ou de travaux publics, les bus et autocars, y compris les bus scolaires, ainsi que les tracteurs pour véhicules articulés, ou semi-remorques. Les véhicules lourds seraient responsables d'un quart des émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports aux États-Unis.

Le communiqué indique que ces nouvelles normes pour les véhicules lourds permettront d'éviter 1 milliard de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre et procureront 13 Md\$ d'avantages nets annuels à la société en matière de santé publique, de climat et d'économies pour les propriétaires et exploitants de tels véhicules. L'EPA souligne en particulier les bénéfices attendus de ce nouveau règlement sur l'amélioration de la qualité de l'air pour les 72 millions de personnes aux États-Unis qui vivent à proximité des corridors de fret routier et qui, selon le communiqué, « supportent le fardeau de niveaux de pollution plus élevés et sont davantage susceptibles d'être des personnes de couleur ou issues de ménages à faibles revenus ».

Le communiqué mentionne également que, en tenant compte des crédits d'impôt fournis par l'IRA, l'acquéreur « type » d'un véhicule lourd en 2032 pourra rentabiliser le surcoût de son achat et toute dépense additionnelle associée, notamment celle liée à l'achat et à l'installation d'une borne de recharge, en deux à quatre ans. Toujours en 2032, l'acquéreur « type » d'un tracteur de semi-remorque avec cabine couchette intégrée pourra rentabiliser le surcoût associé à son achat en cinq ans.

En comparaison du projet de règlement initial soumis à consultation il y a presque un an [voir [Brèves sectorielles du 14 avril 2023](#)], ce règlement final entraînerait, selon l'EPA, des réductions d'émissions plus importantes, tout en accordant aux acteurs concernés plus de temps dans les premières années pour, d'une part, développer et déployer des technologies propres pour les véhicules lourds et pour, d'autre part, mettre sur pied les infrastructures de recharge et de ravitaillement. L'EPA précise par ailleurs que ces normes sont neutres sur le plan technologique et basées sur la performance (*technology-neutral and performance-based*), ce qui permettra à chaque constructeur de déterminer lui-même la combinaison de technologies de modération des émissions qui lui convient le mieux et qui répond aux besoins de ses clients. Les technologies disponibles prises en considération dans le règlement comprennent les véhicules à moteur à combustion interne « avancés », les véhicules hybrides, les véhicules électriques hybrides rechargeables, les véhicules électriques à batterie et les véhicules à pile à combustible à hydrogène.

L'EPA souligne enfin que ces normes finales ont été élaborées en s'appuyant sur les meilleures données et informations publiques disponibles, ainsi que sur des évaluations techniques rigoureuses, tenant compte également des plus de 175 000 commentaires publics reçus pendant la phase de consultation du projet de règlement. L'agence indique qu'elle continuera, à travers des consultations avec

les parties prenantes privées et publiques concernées, à « surveiller et suivre activement » le développement des technologies et le déploiement des infrastructures afin d'assurer la réussite et la mise en œuvre du règlement. Ce travail donnera lieu à la publication de rapports périodiques dès 2026, sur la base desquels l'administration fédérale pourra décider de publier des documents d'orientation complémentaires, d'envisager des modifications au présent règlement ou de le maintenir en l'état.

Industrie

8. La proximité de Nippon Steel avec la Chine inquiète certains sénateurs américains

Après les réserves formulées sur la perte de souveraineté par le Président Biden [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)] sur le rachat d'US Steel par l'entreprise japonaise pour 14,9 Md\$ en mars, dont l'opération fait actuellement l'objet d'un examen par le Comité en charge des investissements étrangers (Committee on Foreign Investments in the United States – CFIUS), ce sont désormais les liens entretenus avec la Chine qui inquiètent certains sénateurs. Le 1^{er} avril, le sénateur Sherrod Brown (D-Ohio) a [adressé](#) au Président Biden une lettre invitant à étudier la proximité entretenue par Nippon Steel avec l'industrie chinoise de l'acier, à la suite de la parution d'un [rapport](#) du cabinet indépendant Horizon Consultancy. Le sénateur Brown, avec le soutien des sénateurs Bob Casey (D-Pennsylvanie) et J. D. Vance (R-Ohio), affirme que les partenaires de Nippon Steel en Chine relèvent de la définition « d'entreprises militaires chinoises » telle que prévu par la [section 1260H](#) du National Defense Authorization Act. Deux activités cristallisent l'attention des sénateurs : la *joint-venture* Beijing Shougang International Engineering Technology, par laquelle Nippon Steel participerait indirectement à la stratégie chinoise de rapprochement industriel entre activités civiles et militaires, et les liens économiques avec l'industriel chinois Baowu, susceptible de recourir au travail forcé. Nippon Steel a réagi au rapport d'Horizon Consultancy en réaffirmant le caractère limité de ses opérations en Chine, qui compte pour moins de 5 % de sa production globale, et en insistant sur l'absence de partage d'informations en matière de R&D et de production industrielle avec les entreprises et autorités chinoises. Cette prise de position intervient alors que le Président Biden accueillera en visite d'État le Premier ministre japonais Fumio Kishida à partir du 10 avril.

9. Les ventes de véhicules électriques reculent, Tesla repasse devant BYD

Au premier trimestre 2024, l'industrie du véhicule électrique a [enregistré](#) une diminution significative des volumes de ventes au niveau mondial : Tesla et BYD ont vendu respectivement 386 000 véhicules (-20 % par rapport au T4 2023) et 300 000 (-42 %

par rapport au T4 2023), permettant à Tesla de repasser en tête des ventes, après avoir été dépassé pour la première fois par BYD sur le dernier trimestre 2023. Les deux producteurs espéraient davantage de ventes (objectif initial de 450 000 ventes pour Tesla), mais ont été confrontés à des tensions sur le marché de l'automobile électrique : BYD a réévalué le prix de l'ensemble de ses modèles à la baisse depuis le début d'année, en raison d'une baisse de la demande au sein du marché chinois. Selon [Tesla](#), le résultat des ventes est imputable aux tensions sur sa chaîne de production, notamment des difficultés logistiques en Mer Rouge et du sabotage de sa *gigafactory* en Allemagne, dans un contexte de ralentissement global du marché. Depuis janvier 2024, l'action Tesla a chuté de 33 %.

Brèves

- Le 29 mars, le CHIPS Programme Office a annoncé *via* sa *newsletter* qu'il renonçait temporairement à lancer la Notice of Funding Opportunity (NOFO) dédiée aux investissements destinés à construire, moderniser ou étendre les sites de R&D dans l'industrie des semi-conducteurs. Le Département du Commerce (DoC) justifie cette pause par un nombre trop important de demandes de financement sur l'enveloppe globale de 39 Md\$ du CHIPS and Science Act, ainsi que par des changements dans l'affectation des budgets pour l'année 2024. Suite à cette annonce, le gouverneur de Californie Gavin Newsom (D) et le sénateur Alex Padilla (D-Californie) ont appelé à ne pas abandonner définitivement ces subventions à la R&D commerciales.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA annonce 1,5 Md\$ de subventions pour la conservation et l'agriculture intelligente face au climat en 2024

Le 3 avril, le Secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack a [annoncé](#) 1,5 Md\$ pour financer de nouveaux projets de lutte contre le changement climatique en 2024, par le biais du Programme de partenariat régional pour la conservation (RCPP) dans le cadre du programme Investing in America du Président Biden. L'USDA acceptera jusqu'au 2 juillet les propositions de projets visant à aider les agriculteurs, les éleveurs et les propriétaires forestiers à adopter et à développer des stratégies de conservation afin d'améliorer les ressources naturelles tout en luttant contre la crise climatique. Selon l'USDA, ces projets pourront à leur tour permettre aux agriculteurs d'économiser de l'argent, de créer de nouvelles sources de revenus et d'augmenter la productivité.

L'USDA estime que les investissements dans l'agriculture intelligente face au climat réalisés depuis le début de l'administration Biden par le biais de l'IRA et des [partenariats pour des produits de base intelligents face au climat](#) soutiendront plus de 180 000 exploitations agricoles et plus de 90 Mha au cours des cinq prochaines années.

Constatant le grand succès du RCPP en 2023 auprès des agriculteurs et des éleveurs, Tom Vilsack s'est félicité que les financements supplémentaires ouverts par l'IRA permettront d'accroître l'impact de cette politique sur la conservation des terres en 2024.

Par ailleurs, s'appuyant sur les retours d'expérience de 2023, l'USDA a annoncé plusieurs changements effectifs dans la gestion du RCPP, qui permettront d'améliorer l'instruction administrative et le temps de négociation des dossiers avec les porteurs de projet. L'USDA vise à réduire le temps de négociation de 15 mois à 6 mois en 2024, avec l'objectif de le réduire encore plus dans les années à venir.

Brèves

- Le CDC a confirmé, le 1^{er} avril, la contamination par le virus A(H5N1) de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) d'une personne travaillant dans un élevage laitier du Texas. Cette personne avait été exposée à des bovins présumés infectés par le même virus aviaire. Le patient a déclaré une rougeur oculaire, comme seul symptôme, et se rétablissait. Le [communiqué](#) du CDC indique qu'il s'agit du premier cas humain aux États-Unis ayant contracté le virus A(H5N1) au contact de bovins, le précédent cas américain avait été déclaré dans le Colorado en 2022. Le CDC a estimé que cette infection ne modifiait pas l'évaluation du risque pour la santé publique aux États-Unis. L'émergence de ce cas humain est survenue alors que 12 foyers en élevages laitiers ont été déclarés depuis le 25 mars, dans les États du Texas (7), Kansas (2), Michigan (1), Nouveau Mexique (1) et Idaho (1). Pour prévenir toute transmission par voie alimentaire, la FDA préconise la pasteurisation des laits destinés à la consommation.

Numérique et innovation

11. La FCC souhaite restaurer les règles de neutralité du net

La Federal Communications Commission (FCC) a [programmé](#) pour le 25 avril un vote sur le rétablissement des principes de neutralité du net, abrogés en 2017. Ces principes garantissent un accès internet égal pour tous, interdisant aux fournisseurs d'accès de discriminer ou de favoriser certains contenus. Abrogées sous l'administration Trump au profit d'une régulation plus souple pour les fournisseurs d'accès internet (FAI), ces règles pourraient conduire à accroître les obligations réglementaires applicables aux FAI – en les soumettant

aux mêmes exigences que celles pesant sur les opérateurs de télécommunications.

La proposition de la FCC a [engendré](#) des réactions très contrastées. L'administration Biden [dit](#) percevoir l'initiative comme un catalyseur pour l'innovation, la croissance économique et la libre expression. Raza Panjwani de l'Open Technology Institute [soutient](#) le projet, le jugeant nécessaire pour assurer un accès à internet fiable. De leur côté, Brendan Carr, commissaire de la FCC, et Jonathan Spalter, PDG de l'association professionnelle USTelecom, ont [dénoncé](#) cette mesure comme une entrave réglementaire préjudiciable.

12. Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un accord de partenariat pour la sécurité de l'IA

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont [signé](#) un accord de partenariat sur la sécurité de l'intelligence artificielle (IA) qui prévoit de développer les collaborations entre leurs « *AI Safety Institutes* » respectifs.

Signé par Gina Raimondo, Secrétaire au Commerce des États-Unis, et Michelle Donelan, Secrétaire à la Technologie du Royaume-Uni, ce partenariat est affiché comme un moyen pour les deux pays d'harmoniser leurs approches scientifiques et de lancer des évaluations de modèles, de systèmes et d'agents d'IA.

Décrit comme une première mondiale, l'accord prévoit (i) la réalisation d'au moins un exercice de test conjoint sur un modèle d'IA accessible publiquement (*red-teaming*), (ii) le partage d'informations essentielles sur les capacités et les risques des modèles et systèmes d'IA, (iii) l'étude de l'opportunité de procéder à des échanges de personnel entre instituts, ainsi que (iv) des recherches techniques communes sur la sûreté et sécurité de leurs modèles.

Brèves

- Publié le 2 avril, un rapport fédéral du Cyber Safety Review Board [critique](#) la sécurité et la transparence des produits proposés par Microsoft, indiquant qu'une série d'erreurs aurait permis à des opérateurs chinois d'accéder aux emails de hauts fonctionnaires américains. Le rapport recommande une refonte de la culture de sécurité chez Microsoft et suggère de suspendre l'ajout de fonctionnalités à son environnement cloud jusqu'à l'amélioration significative des pratiques de sécurité.
- Yahoo [acquiert](#) Artifact, une application d'information propulsée par l'IA créée par les cofondateurs d'Instagram, Kevin Systrom et Mike Krieger. Artifact sera intégrée dans les services de Yahoo, y compris l'application Yahoo News. Les termes financiers de l'accord n'ont pas été divulgués.
- La Chambre des représentants des États-Unis a [interdit](#) l'utilisation de Microsoft Copilot par son personnel, invoquant

des risques de fuites de données vers des services cloud non approuvés. En réponse, Microsoft a annoncé qu'il développerait des outils spécifiques pour le gouvernement afin de répondre à ses exigences de sécurité et de confidentialité élevées.

- Le 29 mars, Andres Freund, développeur de logiciels chez Microsoft, a [découvert](#) par hasard une « *backdoor* » (porte dérobée – faille de sécurité informatique) dans XZ Utils, un utilitaire de compression open source de données largement utilisé dans diverses applications informatiques basées sur le logiciel Linux. Cette vulnérabilité avait été introduite par un utilisateur malveillant. La faille aurait pu rendre les machines exécutant ce logiciel open-source vulnérables à des attaques, permettant potentiellement aux pirates de prendre le contrôle du système à distance.

Santé

Brèves

- Autism Impact Fund, un fonds de capital-risque spécialisé dans la recherche de solutions thérapeutiques et technologiques contre l'autisme et les troubles du développement neurologique, a [clôturé](#) son premier fonds avec 60 M\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)